



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale
21 juillet 2017
Français
Original : anglais

Commission de consolidation de la paix

Onzième session

Session annuelle de 2017

Compte rendu analytique de la première partie* de la 1^{re} séance

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 30 juin 2017, à 10 heures

Président : M. Cho Tae-yul (République de Corée)

Sommaire

Adoption de l'ordre du jour

Ouverture de la session

Déclaration liminaire du Chef de Cabinet

Discours liminaire de la Directrice générale de la Banque mondiale.

Déclaration commune de la Banque mondiale et de la Commission de consolidation de la paix

* Le compte rendu analytique de la seconde partie de la séance, tenue le vendredi 30 juin 2017, à 17 heures, est publié sous la cote PBC/10/AS/SR.1/Add.1.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



La séance est ouverte à 10 h 20.

Adoption de l'ordre du jour (PBC/11/AS/1)

1. *L'ordre du jour est adopté.*

Ouverture de la session

2. **Le Président**, déclarant ouverte la session annuelle de 2017 de la Commission de consolidation de la paix, dit que les résolutions récemment adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité sur l'examen du dispositif de consolidation de la paix (A/RES/70/262 et S/RES/2282 (2016)) réaffirment le rôle que la Commission joue en tant qu'organe consultatif intergouvernemental. En tant que tel, elle donne de la cohérence et une dimension stratégique à l'action internationale de consolidation de la paix et exerce un rôle fédérateur important. La présente session portera sur le thème « partenariats pour le financement en faveur de la paix ».

3. Par ces résolutions, qui ont reconnu que les initiatives de consolidation de la paix de l'ONU avaient besoin d'un financement suffisant, prévisible et durable, le Secrétaire général a été prié de proposer pour examen aux États Membres des mesures destinées à accroître le financement des activités de consolidation de la paix, à le restructurer et à mieux hiérarchiser les priorités, au moyen notamment de contributions statutaires et volontaires. Le Secrétaire général a également été prié de proposer des mesures destinées à assurer le financement des activités de consolidation de la paix menées par les équipes de pays des Nations Unies et les composantes consolidation de la paix des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales, y compris pendant les phases de transition et de retrait.

4. La consolidation de la paix est un investissement à long terme en faveur de la paix qui relève avant tout des pays, mais elle requiert également une certaine souplesse à court terme pour répondre aux besoins les plus urgents, et un appui durable. Compte tenu de la complexité croissante des options de financement, il est aussi indispensable de bénéficier d'un tel appui de la part d'un large éventail de partenaires internationaux. C'est pourquoi les résolutions accordent une attention particulière au partenariat entre l'ONU et la Banque mondiale, dont l'importance a été consacrée par la signature, en avril 2017, du cadre de partenariat ONU-Banque mondiale pour les situations de crise. La déclaration conjointe de la Banque mondiale et de la Commission de consolidation de la paix, qui sera rendue publique au cours de la présente séance, témoigne de l'engagement commun des deux institutions en faveur de la consolidation et de la pérennisation de la paix.

Déclaration liminaire du Chef de Cabinet

5. **M^{me} Ribeiro Viotti** (Chef de Cabinet) dit que le grand nombre d'orateurs participant à la séance témoigne du rôle exceptionnel que joue la Commission de consolidation de la paix en tant qu'instance de mobilisation, de consultation et de création de partenariats, alors qu'elle s'apprête à opérer une restructuration comme suite aux résolutions sur l'examen du dispositif de consolidation de la paix et sur la pérennisation de la paix.

6. Il est essentiel que le système des Nations Unies et les acteurs extérieurs au système renforcent leur capacité à prévenir les conflits. La multiplication et l'aggravation des crises sont trop rapides pour que le dispositif d'intervention multilatéral puisse suivre. La prévention est une valeur en soi; elle permet non seulement de réduire les souffrances, mais également de donner aux individus les moyens de réaliser pleinement leur potentiel. En effet, selon la description qu'en a faite le Secrétaire général, la prévention n'est pas une priorité parmi d'autres, mais la principale priorité de l'ONU. On compte actuellement plus de 65 millions de personnes déplacées dans le monde, soit plus qu'il n'y en a jamais eu depuis la Seconde Guerre mondiale. Il faut répondre aux besoins humanitaires, tout en s'efforçant d'en réduire l'ampleur. C'est un défi que nous devons tous relever, pas seulement le système des Nations Unies. La prévention des conflits et la pérennisation de la paix relèvent avant tout des pays; le rôle de l'ONU est de les appuyer.

7. La question des moyens de financement de la prévention et de la consolidation de la paix est essentielle. Il n'est pas viable à terme de continuer de dépenser des sommes énormes pour gérer les crises – 71 millions de dollars en 2015 et 2016 – et d'investir si peu dans la prévention. Un dispositif plus efficace devrait permettre d'améliorer la disponibilité et la prévisibilité des fonds, d'intervenir plus rapidement en cas de besoin, de planifier les activités à plus long terme et de mieux tirer parti des fonds existants.

8. Dans le rapport qui lui a été demandé, et qui sera présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-douzième session, le Secrétaire général rendra compte des progrès accomplis et formulera des recommandations concernant la cohérence des interventions et des stratégies, l'encadrement et la responsabilisation, les capacités et les partenariats. Il présentera également des options pour accroître, restructurer et mieux hiérarchiser le financement des activités de consolidation de la paix de l'ONU. L'examen de ce rapport, qui portera essentiellement sur le projet de dispositif de prévention, sera également une excellente occasion pour faire de la prévention et de la pérennisation de la paix la pierre angulaire des aspects pertinents de la réforme en cours et promouvoir

la mise en œuvre d'une démarche globale et intégrée. Ce dispositif n'a pas pour vocation de créer un nouveau mécanisme, mais de constituer un moyen d'intervenir rapidement.

9. Il y a lieu de saluer les progrès que le système des Nations Unies et les États Membres ont accomplis en consacrant des fonds suffisants à la prise en compte de l'égalité des sexes dans la consolidation de la paix. Il faut renouveler l'engagement du système à consacrer au moins 15 % de tous les fonds de consolidation de la paix à la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. En 2016, près de 20 % des ressources du Fonds pour la consolidation de la paix ont été consacrées à ces activités. Les progrès de la Banque mondiale sont également encourageants : le dix-huitième cycle de reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement, qui a eu lieu récemment, a doublé les ressources financières consacrées à la lutte contre la vulnérabilité et la violence et au règlement des conflits. Ces changements, ainsi que les résolutions relatives à la pérennisation de la paix, témoignent de la détermination des États Membres et des actionnaires de la Banque mondiale à s'attaquer aux problèmes liés aux conflits violents. Les flux financiers à l'intérieur des pays touchés par un conflit et à destination de ceux-ci doivent être davantage consacrés à la prévention de ces conflits. C'est pourquoi l'ONU a également collaboré avec la Banque mondiale pour faire paraître un rapport phare sur la prévention des conflits violents, qui mettra en évidence le rôle du développement et examinera comment améliorer l'efficacité des deux institutions en créant des synergies entre leurs instruments respectifs.

10. Dans son rapport, le Secrétaire général formulera des recommandations à l'intention des États Membres et des institutions multilatérales concernant la meilleure façon d'investir dans la pérennisation de la paix et dans des outils permettant de maintenir les sociétés sur la voie de la paix. Le Secrétaire général et le Président de la Banque mondiale ont récemment signé un cadre de partenariat visant à renforcer la résilience des groupes les plus vulnérables, réduire la pauvreté, améliorer la sécurité alimentaire, promouvoir une prospérité partagée et pérenniser la paix. Le fonds d'affectation spéciale connexe a montré que des sommes relativement modestes pouvaient permettre une mobilisation novatrice des ressources et des réalisations communes. Les examens conjoints des dépenses publiques menés par les deux institutions dans les secteurs de la sécurité et de la justice sont un autre exemple concret de ce partenariat; ils constituent des instruments essentiels de contrôle pour le pouvoir civil et de responsabilisation de ces secteurs auprès des parlements et de l'opinion publique. Au Libéria, en Somalie et en République centrafricaine, ces examens

ont été conduits en tirant parti des compétences de la Banque en macroéconomie et gestion financière et de celles de l'ONU en matière de justice et de réforme du secteur de la sécurité. L'intervenante rappelle toutefois que c'est essentiellement aux acteurs nationaux qu'il incombe de se charger de la prévention, avec l'appui du système multilatéral, et que celle-ci renforce la souveraineté nationale en unissant tous les acteurs et secteurs, notamment la société civile et le secteur privé.

Discours liminaire de la Directrice générale de la Banque mondiale.

11. **M^{me} Georgieva** (Directrice générale de la Banque mondiale) se félicite que, grâce au renforcement de leur collaboration en faveur de la paix, l'ONU et la Banque mondiale puissent apporter une aide toujours plus efficace à ceux qui en ont le plus besoin : les pays et les communautés frappés par le fléau de la guerre ou qui risquent de s'embraser. La Banque mondiale salue le dévouement infatigable du Secrétaire général à la paix, cette cause essentielle pour le système des Nations Unies. Il est toujours capital d'œuvrer pour la paix, en tout lieu et en tout temps, mais davantage encore en ces premières décennies du XXI^e siècle. Il est vrai que le monde s'enrichit, que la technologie a des retombées positives sur les conditions de vie et de travail de la population et que des progrès significatifs ont été accomplis dans la lutte contre l'extrême pauvreté, mais en même temps, les crises financières et les catastrophes naturelles, notamment liées au changement climatique, ainsi que les conflits tragiques, de plus en plus fréquents et imprévisibles, sont devenus la norme. Quelles actions les partenaires pourraient-ils entreprendre de concert pour rendre les pays et les populations plus résilients face à ces crises, notamment face aux conflits violents ?

12. Le Groupe de haut niveau sur le financement de l'action humanitaire, que l'intervenante copréside, a récemment examiné le coût des crises humanitaires. Au moment où le Groupe a commencé ses travaux, si les personnes ayant besoin d'une aide humanitaire avaient été réunies dans un même pays, celui-ci aurait été le onzième le plus peuplé du monde, après la Fédération de Russie et avant le Japon; six mois plus tard, il serait passé à la dixième position. Cette forte augmentation est principalement due à des conflits. Les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté vont toujours de pair avec la paix, alors que les conflits sont un facteur de pauvreté. On sait en outre que les conflits ne font pas seulement des victimes: ils poussent les indigents au désespoir et à franchir les frontières pour survivre, aggravant ainsi l'instabilité. En outre, la nature des conflits a changé. Autrefois, un conflit opposait deux parties et celle qui en sortait vainqueur

devenait le gouvernement légitime. L'émergence de groupes tels que Boko Haram, Al-Qaida et l'État islamique d'Iraq et du Levant a changé tout cela. Ces groupes ne souhaitent pas gouverner; ils veulent uniquement répandre la peur et anéantir des populations. Lorsque le droit international humanitaire n'est plus respecté, la tâche de ceux qui s'efforcent d'aider les personnes dans le besoin est d'autant plus difficile. Dans ces conditions, consacrer des ressources et une attention prioritaire à la prévention et au règlement des conflits ainsi qu'à la pérennisation de la paix n'est pas seulement un devoir moral, c'est aussi dans l'intérêt de tous.

13. C'est pour cela que la Banque mondiale a été créée après la Deuxième Guerre mondiale : pour aider les pays détruits par la guerre à se reconstruire et à vivre en paix – c'est à la France qu'elle a accordé son premier prêt. Sa mission ultime est bien d'investir pour la paix et la stabilité. Elle opère de trois manières. Premièrement, elle mène des activités de prévention, qui sont à la fois plus efficaces et moins coûteuses que les interventions a posteriori: chaque dollar investi dans la prévention représente une économie de 16 dollars, sans parler des souffrances épargnées. La Banque mondiale, qui estime que le développement est l'outil de prévention le plus efficace, a constitué pour les pays pauvres sa plus importante source de financement, l'Association internationale de développement, dont les ressources, qui ont augmenté de 50 %, atteignent désormais un montant record de 75 milliards de dollars. Cette somme va bientôt servir à fournir un appui à des pays touchés par un conflit, notamment à remédier à des situations de vulnérabilité.

14. L'intervenante évoque les activités de la Banque mondiale en République centrafricaine, pays tout récemment sorti d'un conflit. À Bangui, où seuls 8 % de la population ont l'électricité, la Banque investit dans l'énergie solaire. Elle réalise ainsi des investissements en faveur de la paix partout dans le monde : au Sahel, dans la Corne de l'Afrique, en Afghanistan, en Iraq – et est prête à faire de même en Syrie dans les meilleurs délais.

15. Deuxièmement, la Banque s'emploie à attirer des investisseurs privés qui hésiteraient sans cela à investir dans des zones considérées comme trop risquées. Un « guichet du secteur privé » a été mis en place au sein de l'Association internationale de développement pour apporter des ressources privées et des capacités entrepreneuriales aux pays qui en manquent, notamment en réalisant des investissements en faveur des femmes, celles-ci devant être les premières impliquées dans la recherche de la paix. Le nouveau centre de la Banque mondiale pour l'entrepreneuriat féminin, qui sera bientôt lancé à Hambourg (Allemagne), a été tout particulièrement conçu à

l'intention des pays touchés par les conflits. La Banque a également innové en permettant à des petites et moyennes entreprises de bénéficier d'un dispositif de garantie du crédit au Yémen, malgré le conflit en cours. Tout est possible tant que les membres de la communauté internationale travaillent de concert.

16. Troisièmement, la Banque mise sur la coopération pour promouvoir la paix. Aucun pays ou organisme, aussi puissant et bien intentionné soit-il, ne peut relever seul les défis actuels et à venir. C'est en agissant ensemble que les pays peuvent faire évoluer la situation, en particulier pour ceux qui ont maintenant tant besoin d'espoir et d'aide.

17. **M. Tambadou** (Gambie) dit que si la communauté internationale, en particulier l'ONU et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, n'avait pas fourni un appui pour assurer une passation de pouvoir pacifique en Gambie dans le courant de l'année, un désastre se serait abattu sur son pays et sur la région. Grâce à la subvention initiale de 3 millions de dollars que lui a accordée la Commission, la Gambie a pu répondre à ses besoins immédiats en matière de consolidation de la paix. L'intervenant réaffirme la ferme volonté de son Gouvernement de préserver la paix en Gambie et dans la sous-région.

18. **M^{me} Mejía Vélez** (Colombie) dit qu'il est évident que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ne pourrait jamais être mis en œuvre sans la paix et la sécurité; la priorité doit donc être donnée à la prévention. Dans un pays touché par un conflit comme la Colombie, où 12 millions de personnes vivent dans des zones rurales, le manque d'infrastructures coupe de vastes franges de la population des zones développées. Les possibilités de financement du Programme 2030 sont donc multiples. Les filles et les femmes ont un rôle important à jouer pour assurer la réussite de tous les projets connexes.

19. **M. Sandoval Mendiola** (Mexique) dit qu'il semble que l'Organisation ait opéré une rupture épistémologique nécessaire ces dernières années. En ce qui concerne l'accent mis sur les actions de prévention, il est difficile de distinguer ces dernières de celles visant à pérenniser la paix; elles sont si étroitement liées qu'il serait compliqué de leur consacrer des instances distinctes. La prévention est bien évidemment liée au développement. Le Programme 2030 préconise une consolidation du tissu social qui permettrait à tous les individus de réaliser leur potentiel. Les jeunes qui auraient ce type de possibilités ne seraient pas tentés par l'extrémisme violent, la criminalité organisée ou le terrorisme. La priorité doit être donnée à l'intégration et à l'autonomisation. Les conflits armés ne constituent qu'un aspect du problème; il faut aussi s'attaquer au phénomène de crise sociétale. Il faut, en assurant une

présence effective de l'Organisation des Nations Unies, opérer cette rupture épistémologique sur le terrain.

20. **M. Alyowaily** (Égypte) dit que le développement est effectivement le meilleur outil de prévention des conflits, mais que c'est aussi le meilleur moyen d'empêcher la reprise des conflits. C'est précisément là qu'intervient la consolidation de la paix. En 2011, lors du Sommet de l'Union africaine, l'Égypte a proposé que l'Union africaine crée un centre pour la reconstruction et le développement après les conflits qui fasse apparaître les liens existant entre le développement et l'action après les conflits. Cette initiative est sur le point de voir le jour. La question est de savoir comment l'ONU, la Banque mondiale et la communauté internationale dans son ensemble peuvent aider l'Union africaine à promouvoir sa stratégie d'intervention après les conflits, en particulier dans le cadre de la création de ce centre.

21. La pérennisation de la paix suppose une pérennisation des capacités, car il ne saurait y avoir de paix durable sans capacités durables pour consolider la paix. La consolidation de la paix est la base nécessaire à la reconstruction après les conflits, et la Banque mondiale est bien placée pour y contribuer directement. Il faut une approche globale, qui considère la consolidation de la paix comme faisant partie d'un tout; c'est ce que suppose l'idée même de dispositif de consolidation de la paix et de la sécurité que l'Égypte a préconisée. L'intervenant souhaite donc savoir si le financement de la paix pourrait couvrir non seulement la consolidation, mais aussi le maintien de la paix, en intégrant le concept de pérennisation de la paix.

22. **M. Djani** (Indonésie) dit qu'il est particulièrement sensible à l'idée qu'un dollar investi dans la prévention puisse éviter d'en consacrer 16 au relèvement; néanmoins, ce dollar n'est pas toujours facile à trouver. La paix doit-elle être considérée comme l'antithèse du conflit ou comme un synonyme du développement? Les liens entre les trois piliers traditionnels de l'ONU – la paix, les droits de l'homme et le développement – deviennent moins évidents. Il faut adopter une nouvelle vision des choses. La paix et le développement vont de pair. Se pose alors la question du financement, car différentes organisations sont en concurrence pour trouver des fonds à consacrer à leurs projets. Là encore, une approche novatrice s'impose. L'aide publique au développement pourrait être complétée par d'autres moyens de financement, tels que le financement participatif, la coopération triangulaire et la coopération Sud-Sud. L'intervenant évoque à ce titre la coopération entre son pays et la Norvège aux fins de la formation de femmes policières dans des pays touchés par un conflit.

23. Il faut viser une meilleure efficacité et efficacité d'exécution des projets et programmes pour utiliser chaque dollar au mieux. L'intervenant demande s'il serait possible que l'ONU et la Banque mondiale agissent de concert pour lever des fonds, ce qui leur éviterait d'avoir à chercher chacune leur propre financement, et aussi pour exécuter des projets sur le terrain, ce qui permettrait de veiller à ce que l'aide soit fournie aux bonnes personnes au bon moment.

24. **M^{me} Georgieva** (Directrice générale du Groupe de la Banque mondiale) dit que la situation en Gambie prouve qu'on peut régler des crises politiques lorsqu'on se donne pour priorité de servir la population. Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque mondiale vient d'approuver une aide d'urgence de 56 millions de dollars pour financer la politique de développement en Gambie.

25. La Colombie sait combien il est difficile d'instaurer la paix. Il faut investir dans les infrastructures pour permettre aux populations d'avoir accès aux marchés et créer des débouchés. Les femmes, qui sont souvent considérées comme des victimes dans les situations de conflit, sont beaucoup plus que cela. Elles sont la meilleure force de consolidation de la paix, et leur autonomisation ne servirait pas uniquement leurs intérêts, mais aussi ceux de leur famille, de leur communauté et du pays tout entier.

26. L'année 2030 approchant à grands pas, il faut conjuguer les efforts des secteurs public et privé et ceux de l'Organisation des Nations Unies, au Siège et sur le terrain. Les efforts sont bien trop souvent éparpillés, chaque institution oubliant fréquemment que le tout ne se résume pas à la somme des parties. C'est en train de changer parce que les besoins comme les aspirations sont immenses. Coopérer va donc devenir une nécessité.

27. Des initiatives éclairées ont été prises au plus haut niveau, notamment lorsque le Secrétaire général s'est rendu auprès du Groupe de la Banque mondiale, donnant ainsi clairement à entendre que l'ONU et le Groupe étaient prêts à travailler ensemble. L'essentiel est de définir les besoins, de décider qui est le mieux placé pour y répondre, puis de travailler ensemble, éventuellement en cofinçant les opérations.

28. Il fut un temps où l'on pensait qu'il était impossible que l'ONU et le Groupe de la Banque mondiale travaillent et mobilisent des fonds ensemble. Or, face à la gravité de la situation dans certains pays acculés à la famine, notamment dans le nord du Nigeria, en Somalie, au Soudan du Sud et au Yémen, le Groupe de la Banque mondiale a versé 1,8 milliard de dollars à ces régions, en partie grâce à un partenariat avec le système des Nations Unies. Les montants

débloqués seront alloués au Fonds des Nations Unies pour l'enfance, à l'Organisation mondiale de la Santé, au Programme des Nations Unies pour le développement et même, pour la première fois, au Comité international de la Croix-Rouge en Somalie.

29. Au Yémen, la mise en œuvre conjointe d'actions ciblées de protection sociale par le Groupe de la Banque mondiale et l'UNICEF a permis aux deux organisations de limiter les conséquences de l'épidémie de choléra.

30. Pour mobiliser des fonds, l'essentiel est de montrer qu'il est possible d'obtenir des résultats. Les trois priorités du Groupe de la Banque mondiale sont d'obtenir: des résultats, encore des résultats, et toujours des résultats. Il est aussi important de ne pas considérer le secteur privé comme un ennemi. Les petites et moyennes entreprises sont celles qui créent le plus d'emplois. Le Groupe de la Banque mondiale recueillera des fonds quand il aura défini une politique générale en faveur du secteur privé.

31. Il faut également créer des structures et institutions, renforcer les capacités et prendre des engagements au niveau régional pour être plus proches de la population et mieux s'adapter au contexte culturel. L'Union africaine a déjà décidé de créer un centre post-conflit.

32. **M^{me} Ribeiro Viotti** (Chef de Cabinet) dit que, si le développement est un élément clef de la prévention des conflits, l'infrastructure est un élément clef du développement, non seulement parce qu'elle constitue un moyen de créer des emplois, mais aussi parce qu'elle permet aux pays d'élaborer une stratégie de développement durable.

33. S'attaquer à la situation des femmes et des filles est l'une des premières priorités du Secrétaire général, qui espère collaborer plus étroitement avec les États Membres à cette fin.

34. Les dispositifs de prévention, de pérennisation de la paix et de développement sont interdépendants. La difficulté consiste à en traduire le concept et la théorie dans la pratique. Le Secrétaire général a appelé à redoubler d'efforts pour donner les moyens d'agir aux acteurs sur le terrain et à mettre en place les conditions nécessaires à une meilleure intégration des actions visant à fournir des services locaux aux États Membres, et une meilleure intégration de ces actions avec celles des partenaires, de façon à renforcer les programmes de partenariat. L'ONU et la Banque mondiale travaillent déjà ensemble à la conduite d'analyses et à l'élaboration de programmes. Au Yémen par exemple, c'est dans le cadre de ce partenariat que des engagements financiers ont été pris en faveur des institutions nationales. Les fonds déjà

mobilisés serviront à maintenir les services sociaux et à éviter une aggravation de la situation humanitaire.

35. Il est important que l'Union africaine renforce ses institutions dans le domaine de la prévention. L'Organisation des Nations Unies va étudier la façon dont elle peut appuyer le nouveau centre post-conflit. Le Secrétaire général est déterminé à renforcer la coopération et la mise en œuvre des instruments pertinents. Pour donner un nouvel élan à leur collaboration, l'ONU et l'Union africaine ont signé un mémorandum d'accord qui ouvre de nouvelles perspectives de coopération en matière de prévention, de maintien de la paix, de développement et dans les domaines connexes.

36. L'ONU s'est efforcée de trouver de nouvelles sources de financement. Son partenariat avec le Groupe de la Banque mondiale l'aidera dans cette tâche. De bons projets qui donnent des résultats permettent de recueillir davantage de fonds de manière plus efficace.

37. **M. Sisilo** (Îles Salomon) dit que la Commission a contribué à l'instauration d'une paix durable dans son pays. Une concertation nationale sur la paix et le développement durable a été conduite en collaboration avec le coordonnateur résident et s'est achevée la semaine précédente. Un communiqué va bientôt être publié à ce sujet. Il devrait définir les orientations des activités de consolidation de la paix qui seront mises en œuvre au cours des prochaines années. Le Gouvernement salomonien est prêt et déterminé à appliquer le programme de consolidation de la paix avec l'appui de la Commission. Les directives de la Commission concernant les modalités d'accès au dispositif de consolidation de la paix seraient les bienvenues.

38. **M. Seck** (Sénégal) estime que la réussite de la diplomatie préventive en Gambie qui a été évoquée au cours de la séance ne pourra produire de résultats concrets que si des fonds sont déboursés rapidement. Malheureusement, les montants annoncés sont trop modestes et leurs délais d'acheminement trop longs. Le Groupe de la Banque mondiale et le Fonds monétaire international parviennent à trouver des fonds pour le secteur privé, mais ont des temps de réaction très lents quand il s'agit d'en faire bénéficier des États, des gouvernements et des institutions intergouvernementales. Il serait intéressant de savoir comment les représentants sur le terrain pourraient être mobilisés plus vite. Les hommes d'affaires et surtout les femmes d'affaires de Gambie seraient très heureux de savoir comment avoir rapidement accès aux dispositifs évoqués. Il faut donc que la mobilisation des ressources soit à la fois rapide et efficace. Dans le cas de la Gambie, tout est pour le mieux, mais le temps presse. Pour que la consolidation de la paix contribue

réellement au développement à long terme, il faut que les ressources et les investissements arrivent vite.

39. **M. Zamora Rivas** (El Salvador) dit qu'on ne saurait résumer la paix à l'absence de violence. La place que le Secrétaire général fait à la prévention, qui consiste à intervenir avant que la violence n'éclate, est le meilleur argument à opposer à cette conception négative de la paix. Cette transition marque une avancée importante.

40. Le développement doit aller de pair avec la paix, mais il faut approfondir l'examen des liens existant entre l'un et l'autre. Il est facile de mesurer 400 indicateurs de développement, mais il n'existe pas d'indicateur de la paix, ce qui induit un déséquilibre théorique dans les relations entre paix et développement. Les liens structurels existant entre la guerre et le développement n'ont pas été étudiés. Les origines de groupes comme Boko Haram et l'État islamique d'Iraq et du Levant sont non seulement liées à la religion, la culture et la structure sociale, mais également aux modes de développement retenus au cours des dernières décennies. Le Gouvernement salvadorien a un point de vue sensiblement différent de celui du Groupe de la Banque mondiale et porte un regard critique sur l'ONU, mais des points d'accord sont en passe d'être trouvés et les uns et les autres devraient pouvoir mieux travailler ensemble.

41. Le développement et la paix sont tous deux indispensables, mais ils ne doivent pas être confondus. Si l'on se concentre exclusivement sur le développement en s'attachant à réaliser les objectifs de développement durable, sans promouvoir en même temps la prévention et la consolidation de la paix, le déséquilibre qui s'ensuivra conduira à l'échec. En l'absence d'une culture de paix et d'institutions chargées de consolider la paix, il ne saurait y avoir de lien entre paix et développement. Près de 15 % des projets de développement sont axés sur l'égalité des sexes et il est tout à fait possible qu'ils contribuent à la paix, mais il serait utile de savoir combien d'entre eux s'intéressent aussi à la consolidation de la paix. Il faut que les femmes contribuent à la consolidation de la paix de façon directe et positive.

42. **M^{me} Ribeiro Viotti** (Chef de Cabinet), s'exprimant à propos des Îles Salomon, juge encourageant d'apprendre qu'une stratégie de consolidation de la paix est prévue et qu'elle sera appuyée par le Fonds pour la consolidation de la paix. En ce qui concerne la Gambie, un des avantages du Fonds pour la consolidation de la paix est qu'il peut réagir et débloquer des sommes relativement rapidement, mais le montant de ces sommes n'est pas suffisant pour permettre à la Gambie de répondre aux besoins immédiats. Toutefois, ils ont aidé à remédier à certaines situations d'urgence. L'ONU collaborera avec

des partenaires afin de mobiliser des ressources plus importantes pour financer les priorités du pays en matière de consolidation de la paix.

43. Il faudrait recueillir davantage de données sur la relation entre paix et développement. Des études récentes ont montré que de nombreux conflits étaient nés d'un sentiment d'exclusion économique et politique et des inégalités environnementales. Toutefois, davantage de preuves empiriques sont nécessaires pour étayer la réflexion et les interventions à cet égard. L'intervenante estime également que les femmes jouent un rôle important dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix.

44. **M^{me} Georgieva** (Directrice générale du Groupe de la Banque mondiale) dit que la Gambie est connue pour l'extrême lourdeur du fardeau de sa dette, laquelle absorbe la moitié de ses ressources budgétaires. Pour améliorer la viabilité de cette dette, il est urgent de gagner la confiance des investisseurs afin que le pays soit perçu comme ouvert aux entreprises, et l'investissement comme moins risqué.

45. Le cas des Îles Salomon a récemment été examiné et un projet d'hydroélectricité a été présenté au Conseil d'administration. En effet, le développement des Îles Salomon suppose qu'il soit possible d'y avoir accès à des services de base tels que l'électricité, mais il est souvent difficile d'inscrire les efforts dans la durée dans les petits pays lointains.

46. Les actions en faveur de la paix ne peuvent être aléatoires : elles doivent être suivies et intelligentes et ne pas faire de laissés-pour-compte. Il ne saurait y avoir de paix sans les trois D : diplomatie, défense et développement – dont il faudrait peut-être modifier l'ordre pour placer le développement en premier. En République centrafricaine, il aurait été possible d'éviter les effusions de sang de 2013 si la population avait été plus étroitement associée au développement. Le Groupe de la Banque mondiale en a tiré un enseignement : il doit être présent avant, pendant et après les conflits.

Déclaration commune de la Banque mondiale et de la Commission de consolidation de la paix

47. Le Président dit que le projet de déclaration commune de la Banque mondiale et de la Commission de consolidation de la paix, approuvé à titre provisoire plus tôt dans la journée, a marqué une étape importante dans le renforcement de la collaboration entre ces deux institutions. Il invite la Commission à adopter la déclaration commune.

48. *Il en est ainsi décidé.*

La séance est suspendue à 11 h 35.